

CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 6 MARS 2026

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*



ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 30 janvier 2026 3
2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration..... 3
3. Reprise anticipée des résultats 2025 au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S 4
4. Budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S..... 6
5. Subventions prévues au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S..... 8
6. Modification du tableau des emplois permanents..... 9
7. Demande d'attribution d'une dotation complémentaire aux services autonomie à domicile (SAD AIDE) pour le financement d'actions pour l'amélioration de la qualité du service rendu à l'usager - Autorisation 10
8. Demande de subvention auprès du Département 76 pour l'acquisition des équipements d'aide à la mobilité et d'amélioration des conditions de travail destinée aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) prestataires - Autorisation 12
9. Convention fixant les modalités de coopération entre le Service Autonomie à Domicile aide et soin du C.C.A.S. de Rouen et le Département de la Seine-Maritime pour les interventions dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap et de l'aide-ménagère - Autorisation signature..... 14
10. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre la Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S. de Rouen - Autorisation signature..... 16



Le 6 mars 2026 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

Étaient excusés :

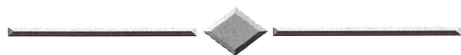
Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

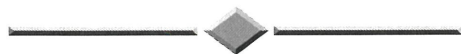
Date de convocation : 19 février 2026

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 6 mars 2026. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 30 janvier 2026

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 30 janvier 2026 est adopté à l'unanimité.



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration



Arrivée de Madame Zohra AMIMI.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

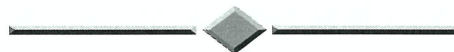
VU les Décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de janvier 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte du compte rendu annexé.

Madame Martine LELAIT indique que les demandes d'Allocation Communale de Solidarité (A.C.S.) ont diminué en janvier 2026, et qu'il y avait également une baisse en 2025. Il serait opportun pour le C.C.A.S. de se questionner sur la cause. Madame la Directrice du C.C.A.S. acquiesce et prend note de cette requête.



3. Reprise anticipée des résultats 2025 au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S.

Arrivée de Monsieur Jean DE BEIR.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Les articles L.1612-32 et L.2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T). permettent toutefois de reporter au budget de manière anticipée les résultats de l'exercice antérieur, sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité.



Ces résultats doivent être justifiés par (article R.1612-54 du C.G.C.T.) :

- Une fiche de calcul prévisionnel, établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable,
- Les états des restes à réaliser au 31 décembre 2025,
- Soit le compte de gestion, s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Lesdits documents sont annexés au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-32, R.1612-54 et L.2311-5,

VU l'Instruction budgétaire et comptable relative à la M57,

CONSIDÉRANT que l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

CONSIDÉRANT que l'article L.2311-5 du C.G.C.T. permet de reporter au budget les résultats de l'exercice antérieur de manière anticipée, sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1.- Constate et approuve les résultats de l'exercice 2025, comme suit :

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	6 539 532.39	6 980 530.50	440 998.11
	Résultats antérieurs reportés			796 194,21
	Résultat à affecter			1 237 192.32
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	191 074.54	200 448.66	9 374.12
	Résultats antérieurs reportés			394 063,33
	Résultat à reporter			403 437.45
	Restes à réaliser au 31 décembre 2025			104 857,49

Les crédits portés au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S. sont les suivants :

- Le résultat d'investissement sera inscrit à hauteur de 403 437,45 € au compte excédent reporté R001,
- Le résultat de fonctionnement sera inscrit à hauteur de 1 237 192,32 € au compte excédent reporté R002.

Les restes à réaliser de l'exercice 2025 de la section d'investissement seront inscrits à hauteur de 104 857,49 € en dépenses. Ils seront financés par le résultat d'investissement repris de manière anticipée au budget primitif 2026.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, il sera



procédé à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2026.

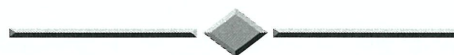
2.- Approuve la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025.

Madame Mireille VACHE-PICAT demande si nous avons obtenu une subvention pour le service de la Domiciliation.

Madame la Directrice précise que le C.C.A.S. a obtenu une dotation de l'Etat en 2025 de 28 592 € mais que celle-ci n'est pas récurrente. Elle mentionne que le service de la Domiciliation est composé de 2 E.T.P. et que ce service a connu de l'absentéisme mais qu'un renfort en personnel a été obtenu.

Madame Martine LELAIT indique avoir remarqué, sur l'annexe relative à la délibération des comptes rendus de décisions prises, qu'il y a eu en un mois cent une demandes de domiciliation.

Madame la Vice-Présidente attire l'attention des administrateurs quant à l'augmentation des domiciliations qui se répercute également sur les associations du territoire accentuant les demandes d'aide des usagers auprès du C.C.A.S.



4. Budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le C.C.A.S. se conforme aux prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales en matière de procédures et de contrôle budgétaires. Il est une personne morale de droit public, distincte et autonome à l'égard de la commune. Les modalités d'élaboration, de vote et de contrôle du budget sont codifiées par le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment aux articles L. 1612-1 à L. 1612-20, qui s'appliquent aux C.C.A.S. Il est donc obligatoire de voter le budget avant le 15 avril ou 30 avril, l'année du renouvellement des organes délibérants (article L1612-2 du C.G.C.T.).

Il est soumis aux règles de comptabilité publique ainsi qu'aux dispositions du Code de la Commande Publique. La nomenclature budgétaire et comptable de référence est la M57 à compter de l'exercice 2024, cadre comptable des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs.

Le Débat sur les Orientations Budgétaires (D.O.B.) a eu lieu en date du 30 janvier 2026, il s'est basé sur le Rapport d'Orientations Budgétaires (R.O.B.) présenté au cours de la même session du Conseil d'Administration.

Le projet de budget primitif 2026 et la note de présentation qui l'accompagnent sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur le vote du budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2311-5,

VU l'Article R123-20 et suivant du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable relative à la M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 30 janvier 2026 relative aux Rapport d'Orientations



VU la Délibération du Conseil d'Administration du 30 janvier 2026 relative aux Rapport d'Orientations Budgétaires,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 6 mars 2026 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1.- Adopte le budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S. se présentant ainsi :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Mouvements réels	8 015 551,32	6 946 942,00
Mouvements d'ordre	168 583,00	0,00
Excédent reporté	■	1 237 192,32
TOTAL	8 184 134,32	8 184 134,32
INVESTISSEMENT		
Mouvement réels	577 020,45	5 000,00
Mouvements d'ordre	0,00	168 583,00
Excédent reporté		403 437,45
TOTAL	577 020,45	577 020,45

L'équilibre du budget primitif du C.C.A.S. intègre la reprise par anticipation des résultats ainsi que les restes à réaliser en investissement.

La reprise anticipée du résultat de l'exercice 2025 sur la section de fonctionnement s'élève à 1 237 192,32 € et pour la section d'investissement à 403 437,45 €. Les restes à réaliser de la section d'investissement de l'exercice 2025 s'élèvent à 104 857,49 €.

Section de fonctionnement

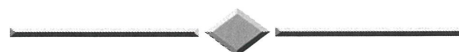
Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 8 184 134,32 €. La subvention communale s'élève à 5,949 M€. La reprise du résultat de l'exercice 2025 s'élève à 1 237 192,32 €.

Section d'investissement

Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 577 020,45 €. Cette section s'autofinance notamment grâce aux dotations aux amortissements (168 583 € pour 2026), au Fonds de Compensation de récupération de la T.V.A. (montant prévisionnel 5 000 €), et à la reprise anticipée de résultat de 2025 d'un montant de 403 437,45 €.

2.- Approuve la note de présentation du budget primitif 2026,

3.- Autorise le Président du C.C.A.S. à effectuer, à l'intérieur de chaque section du budget principal, tant en investissement qu'en fonctionnement, tout virement de crédits de chapitre à chapitre qui s'avérerait nécessaire, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section considérée, à l'exclusion des dépenses de personnel.



5. Subventions prévues au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,



Le budget primitif 2026 intègre les subventions d'équilibre aux budgets annexes des Résidences autonomie, du CLIC des Aînés et du Service Autonomie à Domicile Aide (S.A.D.), ainsi qu'au Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen (C.O.S.C.).

Le montant total de ces subventions s'élève à 1 193 984 € et se répartit comme suit :

Subventions de fonctionnement :

- Subventions de fonctionnement aux budgets annexes : 1 158 484 €
 - Service Autonomie à Domicile – section Aide : 152 920 €
 - C.L.I.C. de Rouen : 154 552 €
 - Budget des résidences : 851 012 €
- Subvention pour le C.O.S.C. (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen, organisé sous forme d'association loi 1901) : 35 500 €

Le Conseil d'Administration est invité à approuver lesdites subventions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 et suivants du code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT que le budget primitif 2026 intègre des subventions aux budgets annexes et à l'association du C.O.S.C. de Rouen.

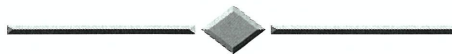
Le montant de ces subventions s'élève à 1 193 984 € répartis comme suit :

- Subventions de fonctionnement aux budgets annexes : 1 158 484 €
 - Service Autonomie à Domicile – section Aide : 152 920 €
 - C.L.I.C. de Rouen : 154 552 €
 - Budget des résidences : 851 012 €
- Subvention pour le C.O.S.C. (Comité des Œuvres Sociales et Culturelles des personnels de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen, organisé sous forme d'association loi 1901) : 35 500 €.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les subventions inscrites au budget primitif 2026 du budget principal du C.C.A.S. de Rouen.



6. Modification du tableau des emplois permanents

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 12 décembre 2025, le Conseil d'Administration du C.C.A.S., a approuvé la nouvelle base du



Par délibération du 12 décembre 2025, le Conseil d'Administration du C.C.A.S., a approuvé la nouvelle base du tableau de emplois permanents.

Dans l'optique de suivre au plus près les évolutions d'emplois au sein des directions, il y a lieu d'ajuster les intitulés de poste autant que de besoin.

A. AJUSTEMENTS LIES DES INTITULÉS ET CADRES D'EMPLOIS

Pour mieux répondre aux besoins en termes de niveaux de compétences et d'élargir la capacité à recourir à davantage de compétences potentielles, il est proposé d'ouvrir le recrutement sur certains emplois à plusieurs cadres d'emplois.

L'emploi de Travailleur social, accompagnement des migrants qui relevait du cadre d'emplois des Assistants socio-éducatifs devient Chargé de mission auprès du public migrant et relèvera également du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

B. CRÉATION D'EMPLOI

Afin de renforcer les équipes dans les UTS notamment en période d'absence cumulé (congés / maladie) tout en maintenant une qualité de service nécessaire, un emploi de Travailleur social volant en UTS relevant des cadres d'emplois des Conseillers sociaux éducatifs et des Assistants sociaux éducatifs est créé.

C. AJUSTEMENTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DE MODIFICATIONS TECHNIQUES DANS LA GESTION DES POSTES

Lors de la reprise des agents du C.C.A.S. dans le logiciel de gestion RH Astre, il était techniquement nécessaire de créer un poste pour chaque affectation d'agents.

Ainsi, certains agents pouvaient être positionnés sur plusieurs postes à temps non complet.

Des évolutions techniques permettent aujourd'hui aux agents d'être positionnés sur un unique poste quel que soit leur nombre d'affectations. Il est donc nécessaire de supprimer les postes devenus non utilisés, étant précisé que le nombre d'équivalent temps plein reste, quant à lui, identique.

Le détail de l'ensemble des modifications vous est présenté en annexe du présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à approuver la mise à jour du tableau des emplois et ses modifications.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-23,

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 12 décembre 2025 approuvant la mise en place du tableau des emplois permanents,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 2 février 2026,

CONSIDÉRANT que des ajustements d'emplois à temps complet et non complet résultant d'évolutions techniques et de la création du service d'autonomie à domicile sont nécessaires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :



1.- décide d'approuver les modifications du nouveau tableau des emplois, partie emplois permanents détaillées joint en annexe,

2.- précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,

3.- autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L. 332-8 1° et 2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes.

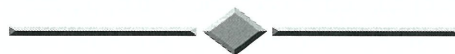
La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,

4.- précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,

5.- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.

6.- précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget principal, chapitre 02 et au groupe II – dépenses afférentes au personnel » des budgets annexes.

Madame la Vice-Présidente se réjouit que les équipes des Unités de Travailleurs Sociaux (U.T.S.) soient renforcées par la création d'un poste.



7. Demande d'attribution d'une dotation complémentaire aux services autonomie à domicile (SAD AIDE) pour le financement d'actions pour l'amélioration de la qualité du service rendu à l'usager – Autorisation

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère depuis le 1^{er} janvier 2026 un Service Autonomie à Domicile (S.A.D) issu de la fusion entre son Service Prestataire et son Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD).

Le service prestataire s'était engagé dans un processus de contractualisation avec le Département. Ce processus a conduit à la signature d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.), précisant, notamment, les conditions de mise en œuvre de la dotation complémentaire pour le service. Il a été précisé que le C.P.O.M pouvait faire l'objet d'un avenant ou être modifié du fait de la création du S.A.D.

Ainsi, conformément à la réponse à l'appel à candidatures, le S.A.D. s'est engagé, à l'atteinte des objectifs prioritaires définis par le Département suivants :

- Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités,
- Améliorer la Qualité de Vie au Travail (Q.V.T.) des intervenants.

En contrepartie de la réalisation des objectifs fixés, les moyens attribués au C.C.A.S. par le Département et leur évolution sur la durée du contrat sont définis dans le C.P.O.M.



revalorisé chaque année en fonction de l'inflation.

Ainsi, la signature du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens permet de percevoir la dotation.

Pour l'année 2026, de nouvelles actions s'inscrivant dans l'objectif « Améliorer la qualité de vie au travail (Q.V.T.) des intervenants » ont été définies par le S.A.D. comme pouvant être mise en place et rentrent dans le cadre des actions financées par le Département.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'Administration de saisir l'opportunité de déposer une demande d'augmentation de la dotation allouée par le Département.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles,

VU le Décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L. 313-1-2, L.313-1-3, L. 347-1, D. 312-6 à D. 312-6-2,

VU l'Arrêté départemental n°2024-007 en date du 22 janvier 2024 fixant les tarifs de référence départementaux de l'APA et la PCH,

VU l'Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au tarif minimal mentionné au I de l'article L.314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant son montant pour 2025,

VU l'Instruction NDGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (C.P.O.M.) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le C.P.O.M. prévu à l'article L.313-12-2 du même Code, notamment son annexe 4,

VU les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'HAS relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU le schéma unique des solidarités 2023-2027,

VU le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du Code de la santé publique,

VU l'agrément du 11 Janvier 2012 valant autorisation de fonctionner du SAAD,

VU le règlement départemental d'aide sociale en vigueur,

VU les résultats de l'appel à candidatures organisé en vue de l'attribution de la dotation complémentaire mentionnée à l'article L.314-2-1 du Code de l'action sociale et publiés le 22 avril 2025,

VU la Délibération du Conseil d'administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 17 octobre 2025 relative au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens - service prestataire devenu S.A.D. au 1^{er} janvier 2026.



CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère un S.A.D.,

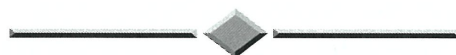
CONSIDÉRANT qu'un C.P.O.M. a été signé entre le S.A.D. et le Département,

CONSIDÉRANT que le S.A.D. est déjà engagé dans l'atteinte des objectifs fixés dans le C.P.O.M.,

CONSIDÉRANT les nouvelles actions identifiées par le S.A.D., éligibles au financement par le Département dans le cadre de la dotation complémentaire.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le dossier de demande de réévaluation du montant de la dotation complémentaire du Service Autonomie à Domicile (SAD).



8. Demande de subvention auprès du Département 76 pour l'acquisition des équipements d'aide à la mobilité et d'amélioration des conditions de travail destinée aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) prestataires – Autorisation

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022, le Département de la Seine Maritime s'est engagé à renforcer la structuration de l'offre et à fluidifier les parcours, visant à encourager les S.A.A.D. dans les innovations de gestion et l'amélioration des conditions de travail.

Le Conseil Départemental réuni le 10 mars 2022 a décidé de pérenniser le dispositif de soutien à l'investissement pour l'acquisition des équipements d'aide à la mobilité et d'amélioration des conditions de travail destiné aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) prestataires.

Nature et objectif de l'aide :

Au regard des besoins exprimés par les S.A.A.D., le Département de la Seine-Maritime a décidé de soutenir des projets dans les domaines suivants :

- Acquisition de téléphones mobiles,
- Acquisition de PC portables ou tablettes,
- Acquisition de moyens de locomotion à 2 roues motorisés ou non (vélos, trottinettes, scooters...),
- Acquisition de véhicule (électrique ou non),
- Acquisition de kits d'aides techniques.

Conditions financières et versement :

Pour obtenir la subvention doivent être fournies des fiches en lien avec chaque objectif poursuivi : une fiche sur l'amélioration des conditions de travail et une fiche pour l'aide à la mobilité.

La subvention exceptionnelle sera versée dans la limite de 20 000 € par établissement avec une participation minimale de 20 % du C.C.A.S.

Le délai de dépôt des demandes de subvention a été fixé au 31 janvier 2026.

Le bénéficiaire dispose d'un an à compter de la date d'attribution pour démarrer son projet (transmission d'un bon de commande ou ordres de service).

La dernière facture doit être datée de moins de 3 ans à compter de la date d'attribution et la demande de solde devra intervenir dans les 6 mois suivants.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/05/2026
Publication : 18/05/2026

Pour l'autorité compétente par délégation



La subvention est versée au prorata (80 %) des factures présentées certifiées acquittées dans la limite de l'aide attribuée.

Description des projets :

1. Améliorer les conditions de travail

Des investissements de nature à optimiser les tâches des aides à domicile et de leur encadrante peuvent être financés.

- Achat de 9 smartphones pour les agents du S.A.D. et l'encadrante aide,
- Achat d'un PC portable pour l'encadrante aide et d'un écran,
- Achat de boîtes à clefs à code pour les résidences autonomes du C.C.A.S. de Rouen.

2. Aide à la mobilité

Un investissement de nature à aider à la mobilité des aides à domicile et de leur encadrante peut être financé.

- Achat d'un véhicule électrique spécialement pour les agents du SAD aide et l'encadrante aide.

Montant totaux sollicités :

Désignation de l'équipement	MONTANT HT	MONTANT TTC	Participation maître d'ouvrage	Calcul de la subvention
Smartphones	2691	3 229,20 €	645,84 €	2 583,36 €
Ecran Philips	113,96	136,75 €	27,35 €	109,40 €
PC + batterie	507,2183	608,66 €	121,73 €	486,93 €
5 armoires à clefs à digicode	2349	2819.52	563.904	2255.616 €
E-208 Style Electrique	24 250,00	29 100,00 €	5 820,00 €	16 819,80 €

Le dossier de demande de subvention est annexé au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter des subventions pour un montant total de 20 000 € auprès du Département de Seine Maritime.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article R.123-20,

VU le Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime 2023-2027,

VU la Délibération du Conseil Départemental du 10 mars 2022 pérennisant le dispositif de soutien à l'investissement pour l'acquisition des équipements d'aide à la mobilité et d'amélioration des conditions de travail destiné aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) prestataires,

CONSIDÉRANT que le S.A.D. du C.C.A.S. de Rouen remplit les conditions d'éligibilité au dispositif,



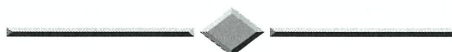
CONSIDÉRANT le dispositif d'aide à l'investissement du Département de la Seine Maritime visant à améliorer les conditions de travail des agents du S.A.D. et à aider à la mobilité de ces agents,

CONSIDÉRANT les besoins d'équipements identifiés pour les agents aides à domicile et leur encadrante en matière d'amélioration des conditions de travail et d'aide à la mobilité.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- solliciter une subvention de 20 000 € auprès du Département de Seine Maritime dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement,
- signer tous les documents s'y rattachant.



9. Convention fixant les modalités de coopération entre le Service Autonomie à Domicile aide et soin du C.C.A.S. de Rouen et le Département de la Seine-Maritime pour les interventions dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap et de l'aide-ménagère - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère depuis le 1^{er} janvier 2026 un Service Autonomie à Domicile (S.A.D) issu de la fusion entre son Service Prestataire et son Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D.).

Dans le cadre de ses missions le S.A.D. est habilité à prendre en charge des personnes âgées bénéficiaires de l'A.P.A., des personnes en situation de handicap bénéficiaires de la P.C.H., des personnes âgées et/ou en situation de handicap, bénéficiaires de l'aide-ménagère.

Toutes ces prestations sont financées par le Département et impliquent l'existence d'une convention fixant les modalités de coopération entre le S.A.D. et le Département de la Seine-Maritime pour ces interventions.

La convention a pour objectif de définir les modalités :

- d'intervention auprès des personnes âgées, bénéficiaires de l'A.P.A.,
- d'intervention auprès des personnes en situation de handicap, bénéficiaires de la P.C.H.,
- d'intervention auprès des personnes âgées et/ou en situation de handicap, bénéficiaires de l'aide-ménagère,
- d'utilisation de la télégestion mise à disposition par le Département ou d'échange de données collectées par le système propre au service,
- de mise en œuvre du paiement direct aux services prestataires pour les prestations d'A.P.A. et de la P.C.H., de facturation et de versement d'acomptes,
- d'utilisation de l'extranet « Extrapart S.A.A.D. »

La présente convention a pris effet depuis le 1^{er} janvier 2026. Elle est conclue pour une période de douze mois et renouvelable d'année en année, à chaque date anniversaire, par tacite reconduction.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à approuver les termes de la convention qui fixe les modalités de coopération entre le Service Autonomie à Domicile (aide et soin) du C.C.A.S. de Rouen et le Département de la Seine-Maritime pour les interventions dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.), notamment :

- Les articles L. 232-1 et suivants relatifs à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (A.P.A.),
- Les articles L. 245-1 et suivants relatifs à la Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.),
- Les articles L. 121-1 et suivants relatifs aux compétences du Département en matière d'action sociale,
- L'article L. 14-10-1 relatif aux missions de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.).

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 27 juin 2025 portant approbation du dossier d'autorisation de la création du service autonomie à domicile,

CONSIDÉRANT que le Département de la Seine-Maritime est compétent pour organiser et financer les dispositifs d'aide à domicile en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, conformément aux dispositions du C.A.S.F.,

CONSIDÉRANT que le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen dispose d'un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) agréé pour intervenir auprès des bénéficiaires de l'A.P.A., de la P.C.H. et de l'Aide-Ménagère,

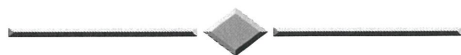
CONSIDÉRANT que le Schéma départemental Autonomie 2023-2028 du Département de la Seine-Maritime fixe comme priorité la sécurisation du choix de vivre à domicile, la structuration de l'offre et l'amélioration de la qualité des prestations,

CONSIDÉRANT que la convention type unique adoptée par le Département prévoit un cadre harmonisé pour les relations avec les services d'aide à domicile, garantissant la cohérence des interventions et la mutualisation des bonnes pratiques,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen et le Département de la Seine-Maritime partagent l'objectif commun d'améliorer la prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à domicile, dans le respect des principes d'égalité, de neutralité et de continuité du service public.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention fixant les modalités de coopération entre le Service Autonomie à Domicile (aide et soin) du C.C.A.S. de Rouen et le Département de la Seine-Maritime pour les interventions dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap et de l'Aide-Ménagère.



Madame la Directrice demande l'autorisation de pouvoir présenter au vote la délibération suivante remise sur table ce jour.

Les administrateurs donnent leur accord à l'unanimité. Madame Martine LELAIT ne souhaite pas prendre part ni au débat, ni au vote.



10. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre la Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S. de Rouen - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen se sont engagés pour mener sur le territoire l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ».

La Métropole Rouen Normandie soutient la démarche en apportant un financement au C.C.A.S. de Rouen, sous forme de subvention, de l'ingénierie de projet afin de mettre en œuvre et développer cette expérimentation.

La Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S. sont liés par une convention définissant les modalités et le montant du soutien financier apporté par la Métropole Rouen Normandie dans le cadre de l'aide au financement d'ingénierie.

Pour l'année 2026, le financement accordé s'élève à un montant de 35 000 € (identique à l'année 2025).

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de la convention proposée en annexe fixant les relations financières entre la Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S. de Rouen,
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer ladite convention,
- Dit que les crédits seront inscrits sur le Budget Principal au compte 74751 - Participation Groupement à Fiscalité Propre (G.F.P.).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée,

VU la Loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée promulguée le 14 décembre 2020,

VU la Délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 5 octobre 2020,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023 relative à l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont, Grenet-Voltaire-Lods - Convention fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen »,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 12 décembre 2025 relative à l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods - Demande de subvention et signature avec la Métropole Rouen Normandie d'une convention financière définissant le financement de l'ingénierie de projet pour la mise en œuvre du projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » pour l'année 2026.



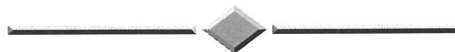
VU la Délibération du Conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 9 février 2026,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. de Rouen à porter en termes d'ingénierie le projet dans l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée,

CONSIDÉRANT la volonté de la Métropole Rouen Normandie de soutenir l'ingénierie de projet sur les territoires participant à l'expérimentation, par voie de subvention.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de la convention proposée en annexe fixant les relations financières entre la Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S. de Rouen,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer ladite convention,
- Dit que les crédits seront inscrits sur le Budget Principal au compte 74751 - Participation Groupement à Fiscalité Propre (G.F.P.).



Points divers :

Madame la Vice-Présidente précise que la mise en œuvre de la création du Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) se passe bien, de façon progressive, comme prévu.

Madame la Vice-Présidente informe les administrateurs que le budget national dédié au « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » a été voté mais qu'il reste insuffisant pour permettre des embauches supplémentaires et le développement de ROSALIE. L'Entreprise à But d'Emploi est de ce fait bloquée à 14 E.T.P. Afin qu'elle puisse se développer, il serait nécessaire de pouvoir augmenter sa masse salariale.

Madame la Vice-Présidente remercie les administrateurs et les conseillers municipaux pour leur participation au Conseil d'Administration du C.C.A.S. Elle remercie également les équipes du C.C.A.S. et de la Ville de Rouen notamment pour la fluidité qui a été mise en place au sein des équipes et entre les différents pôles d'activités.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 15h25.

Présidente de séance

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.